

# Indigenous-Led Arctic Sovereignty and Climate Security in a Shifting US- Canada Strategic Landscape Workshop-1



31<sup>st</sup> March, 2026



Canadian Museum for  
Human Rights

Funded by :



Défense nationale National  
Defence

**MINDS**  
MOBILIZING INSIGHTS IN DEFENCE AND SECURITY

Organized by :



## RAPPORT D'ORIENTATION N° 1

---

### **La souveraineté autochtone dans l'Arctique et la sécurité climatique dans un contexte stratégique en mutation entre les États-Unis et le Canada (ICASUS)**

*Une initiative de séminaire d'analyse des politiques, de recherche et d'échange (PARIS)*

Organisé par l'Institut de recherche sur les conflits et la résilience du Canada (CRRIC)

Financé par le programme « Mobiliser les connaissances en matière de défense et de sécurité » (MINDS)

ministère de la Défense nationale, gouvernement du Canada

Atelier 1 — 31 mars – 1er avril 2026

Musée canadien des droits de la personne, Winnipeg (Manitoba)

## Table des matières

|                                                                                                      |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Table des matières.....                                                                              | 3  |
| Résumé.....                                                                                          | 5  |
| 1. Contexte.....                                                                                     | 7  |
| 1.1 Le projet ICASUS .....                                                                           | 7  |
| 1.2 L'atelier .....                                                                                  | 7  |
| 1.3 L'approche PARIS .....                                                                           | 7  |
| 2. Conférenciers et contributeurs .....                                                              | 8  |
| 3. Recommandations politiques .....                                                                  | 13 |
| 3.1 Climat, environnement et gestion écologique .....                                                | 13 |
| Le changement climatique en tant que condition systémique globale.....                               | 13 |
| La protection des terres, des animaux et de l'eau comme principe éthique central de la sécurité..... | 13 |
| Les systèmes alimentaires, la mobilité et les savoirs saisonniers sous pression...                   | 13 |
| La prévention est insuffisante; les mesures d'intervention arrivent toujours trop tard .....         | 14 |
| 3.2 Souveraineté, autodétermination et capacité vécue .....                                          | 14 |
| La souveraineté en tant que capacité vécue .....                                                     | 14 |
| Le savoir autochtone en tant que savoir opérationnel.....                                            | 15 |
| Les infrastructures, fondement matériel de la souveraineté.....                                      | 15 |
| 3.3 Défense, sécurité et environnement de menaces.....                                               | 15 |
| Priorités en matière de défense et priorités nordiques .....                                         | 15 |
| L'environnement de menaces dans l'Arctique va au-delà de la guerre .....                             | 16 |
| La frontière entre la défense, la sécurité et la responsabilité civile .....                         | 16 |
| La gestion des situations d'urgence : une lacune structurelle en matière de politique .....          | 16 |
| Le Canada est confronté à un écart entre la stratégie et sa mise en œuvre .....                      | 17 |
| La modernisation technique demeure urgente.....                                                      | 17 |
| 3.4 Confiance, consultation et politique du processus.....                                           | 17 |
| La consultation ne suffit plus.....                                                                  | 17 |
| La présence par rotation ne favorise pas la confiance .....                                          | 18 |
| Confiance, communication et respect des procédures.....                                              | 18 |
| 3.5 Conditions sociales, équité et bien-être communautaire .....                                     | 19 |
| La détresse sociale est indissociable de la sécurité.....                                            | 19 |

|                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------|----|
| La résilience ne doit pas servir de prétexte à la négligence ..... | 19 |
| Vulnérabilité liée au genre et inégale .....                       | 19 |
| Formation des jeunes et renforcement des capacités locales.....    | 19 |
| 3.6 Investissement, héritage et coopération internationale.....    | 20 |
| Éviter les modèles coloniaux et d'exploitation .....               | 20 |
| Prospérité collective et approvisionnement local.....              | 20 |
| Infrastructures héritées et empreinte matérielle .....             | 21 |
| La coopération internationale doit être pragmatique .....          | 21 |
| 3.7 Valeurs, gouvernance et voie à suivre .....                    | 21 |
| Les valeurs doivent guider la planification à long terme.....      | 21 |
| Le modèle le plus solide est relationnel et co-productif.....      | 22 |
| 4. Tableau thématique consolidé .....                              | 23 |
| 5. Recommandations .....                                           | 26 |
| 5.1 Gouvernance et partenariat .....                               | 26 |
| 5.2 Défense et sécurité.....                                       | 26 |
| 5.3 Climat et environnement.....                                   | 27 |
| 5.4 Infrastructures et investissements .....                       | 27 |
| 5.5 Engagement international .....                                 | 27 |
| 6. Conclusion .....                                                | 29 |

## Résumé

Le présent document d'orientation résume les conclusions de l'atelier de l'ICASUS intitulé « *Souveraineté autochtone dans l'Arctique et sécurité climatique dans un contexte stratégique en mutation entre les États-Unis et le Canada* », qui s'est tenu du 31 mars au 1er avril 2026 au Musée canadien des droits de la personne à Winnipeg, au Manitoba, au Canada. L'atelier a été financé par le programme « Mobilizing Insights in Defence and Security » (MINDS) du ministère de la Défense nationale du Canada et organisé par le Conflict and Resilience Research Institute Canada (CRRIC).

Le séminaire a réuni des dirigeants autochtones, des spécialistes de la défense, des climatologues, des représentants gouvernementaux et des défenseurs des communautés pour une discussion structurée sur ce à quoi ressemblent réellement la souveraineté, la sécurité et la résilience dans l'Arctique lorsqu'on les examine à partir de la base. La discussion a utilisé la méthodologie PARIS — Analyse des politiques, recherche et séminaire interactif —, une approche distinctive qui a délibérément fait déborder la conversation au-delà des frontières disciplinaires plutôt que de la confiner à un cadre unique.

Vingt-cinq thèmes consolidés ont émergé des séances du séminaire. Ils ne constituent pas une liste de contrôle, mais forment un argumentaire. Cet argumentaire, en termes simples, est le suivant : le Canada ne peut pas assurer la sécurité de son Arctique par le seul recours à des moyens matériels, et il ne peut revendiquer la souveraineté sur une région dont les communautés sont mal desservies, insuffisamment consultées et disposent de ressources insuffisantes. Le modèle le plus solide qui s'est dégagé de l'atelier est relationnel et coproductif. Il place les savoirs autochtones, l'autorité communautaire, la gérance écologique et le partenariat fondé sur la confiance au cœur de la gouvernance de l'Arctique — non pas comme des éléments accessoires, mais comme des fondements.

Voici les principales conclusions :

- Le changement climatique n'est pas une entité distincte. Il s'agit d'un état systémique global qui touche l'alimentation, les déplacements, la santé, les infrastructures, la défense et la vie quotidienne dans le Nord.
- La souveraineté dans l'Arctique est de plus en plus perçue comme une capacité concrète et une autodétermination, et non pas simplement comme une question de juridiction ou de présence policière.
- Les priorités en matière de défense et celles des communautés nordiques ne se recoupent que partiellement. L'une ne peut se substituer à l'autre.
- La consultation, telle qu'elle est pratiquée actuellement, est largement considérée comme insuffisante. Les collectivités réclament une conception participative dès les premières étapes de la planification.

- La présence militaire et gouvernementale par rotation sape la confiance. La continuité et la représentation locale la renforcent.
- Le savoir autochtone est un savoir opérationnel — essentiel à la sécurité des déplacements, à l'évaluation des enjeux écologiques et à une prise de décision éclairée — et non une simple courtoisie symbolique.
- Le Canada est confronté à un grave écart entre sa stratégie et sa mise en œuvre. Les plans existent; ce qui manque, c'est une exécution crédible.
- La formation des jeunes du Nord, les investissements axés sur la prévention, la planification tenant compte des questions de genre et la gérance écologique ne sont pas des préoccupations secondaires. Ce sont les conditions dont dépend toute stratégie crédible pour l'Arctique.

Le document conclut que la politique arctique sera d'autant plus solide qu'elle sera élaborée avec les communautés plutôt que simplement imposée à celles-ci. Comme l'a dit un participant : « L'armée, le gouvernement et les communautés autochtones devraient être dans le même bateau. »

## **1. Contexte**

### **1.1 Le projet ICASUS**

Le projet ICASUS est financé par le programme « Mobilizing Insights in Defence and Security » (MINDS) du ministère de la Défense nationale (MDN) du gouvernement du Canada, et organisé par le Conflict and Resilience Research Institute Canada (CRRIC).

Le projet répond à une réalité simple : l'Arctique canadien évolue plus rapidement que ne le permettent les politiques en vigueur. Les perturbations climatiques, la concurrence géopolitique, les lacunes en matière d'infrastructures et la marginalisation persistante des voix autochtones dans les discussions sur la défense et la souveraineté exigent toutes un nouveau type de dialogue — un dialogue qui parte du Nord plutôt que de porter sur le Nord.

### **1.2 L'atelier**

Le premier atelier de l'ICASUS s'est tenu du 31 mars au 1er avril 2026 au Musée canadien des droits de la personne à Winnipeg, au Manitoba (Canada). Le choix du lieu était délibéré. Tenir une discussion sur la sécurité et la souveraineté au sein d'un musée consacré aux droits de la personne indiquait clairement que ce débat ne se limiterait pas aux frontières conventionnelles de la défense.

L'atelier s'est déroulé sur deux jours et comprenait des discours d'ouverture, des présentations thématiques, des discussions en petits groupes et des séances de dialogue interactives. Il a été conçu pour réunir des voix qui ne se retrouvent pas toujours dans la même salle : des leaders et des aînés autochtones, des officiers militaires, des spécialistes de l'Arctique, des climatologues, des représentants gouvernementaux et des défenseurs communautaires.

### **1.3 L'approche PARIS « » (Analyse des politiques, de la recherche et des séminaires interactifs) du CRRIC**

L'une des caractéristiques les plus distinctives de cet atelier résidait dans sa méthodologie. L'ICASUS a adopté l'approche PARIS : analyse des politiques, recherche et séminaire interactif. Il ne s'agissait pas d'une conférence universitaire conventionnelle où les présentateurs exposent des communications et où le public écoute. Il ne s'agissait pas non plus d'une consultation gouvernementale où les décisions sont déjà prises et où la contribution de la communauté n'intervient qu'en fin de processus.

L'approche PARIS repose sur une conviction simple : la réflexion politique la plus fructueuse naît lorsque l'analyse, les données probantes et l'expérience vécue se

rencontrent au sein d'une même conversation. L'événement a délibérément abordé quatre volets :

- Analyse des politiques — examiner ce qui fonctionne bien dans les cadres actuels et ce qui laisse à désirer.
- Recherche — mettre les données empiriques et scientifiques en dialogue direct avec les connaissances de la communauté.
- Engagement interactif — créer un espace structuré propice aux divergences d'opinions, à la remise en question et à la résolution collective des problèmes.
- Délibération de type séminaire — permettant aux thèmes d'émerger naturellement plutôt que de les enfermer de force dans des catégories prédéterminées.

Il en a résulté une conversation intégrant des contributions multidimensionnelles et à plusieurs niveaux. Les experts en défense ont pu entendre directement les aînés. Les climatologues étaient assis aux côtés des défenseurs communautaires. Les représentants du gouvernement ont été interpellés sur les échéanciers de mise en œuvre par des personnes qui subissent les conséquences des retards. C'est cette fertilisation croisée qui confère aux conclusions de l'ICASUS leur profondeur et, franchement, leur crédibilité.

En bref, PARIS a bouleversé la hiérarchie habituelle de l'expertise. Il a traité chaque participant comme un détenteur de connaissances, et chaque séance comme une occasion de redéfinir la question, et non simplement d'affiner la réponse.

## **2. Conférenciers et contributeurs**

L'atelier a réuni un échantillon remarquable de personnes aux expertises et aux expériences de vie variées. Les personnes suivantes ont apporté leur contribution en tant qu'intervenants, animateurs de séances et participants. Leurs connaissances collectives – couvrant la gouvernance autochtone, les études sur la défense, la science du climat et l'adaptation, la défense des intérêts communautaires et les politiques publiques – ont façonné l'ensemble de ce document. Vous trouverez la liste des participants à la fin de ce document. Toutefois, certains des points saillants des interventions des éminents conférenciers lors des présentations principales sont présentés ci-dessous :

### **L'honorable Mike Moyes, ministre de l'Environnement et des Changements climatiques de la province du Manitoba**

*Dans son allocution d'ouverture, le ministre a déclaré que le Manitoba aborde la question du Nord à un moment de turbulence mondiale marqué par les guerres commerciales, l'instabilité géopolitique, les pressions liées à la souveraineté dans l'Arctique, les changements climatiques, les feux de forêt et la sécheresse. Dans ce*



*contexte, il a fait valoir que la sécurité climatique, la sécurité économique et la sécurité nationale sont désormais indissociables, et que les gouvernements doivent adopter des réponses plus réfléchies et résilientes, fondées sur la sagesse autochtone. Il a défini la vision d'ensemble du gouvernement comme celle d'« un seul Manitoba » et, de plus en plus, d'« un seul Canada », suggérant que les pressions actuelles ont créé à la fois un sentiment d'unité plus fort et un objectif national commun. Dans ce cadre, Churchill revêt non seulement une importance stratégique, mais occupe également une place centrale, tant sur le plan symbolique qu'économique, pour l'avenir du Manitoba.*

*Il a ensuite mis l'accent sur le projet « Churchill Plus » en tant qu'occasion majeure, tout en soulignant que celui-ci devait être mené en respectant un équilibre avec la protection de l'environnement et en collaboration avec le Nord, plutôt que par le biais d' s qui lui seraient imposées. Il a mis en avant l'optimisme qui règne à Churchill concernant les infrastructures, la défense, la diversification commerciale et la construction d'une route praticable en toutes saisons, tout en reconnaissant les préoccupations liées au logement, aux soins de santé, aux services d'urgence et à la capacité quotidienne de la collectivité. Le ministre a souligné que la province souhaite protéger les écosystèmes clés grâce à des initiatives telles que l'aire nationale de conservation marine et le processus relatif au bassin versant de la rivière Seal, tout en faisant progresser la gouvernance dirigée par les Autochtones par l'intermédiaire de la Manitoba Crown Indigenous Corporation. Son message principal était que le Manitoba souhaite passer de simples discours sur le potentiel du Nord à la réalisation de progrès concrets dans cette région, avec les nations autochtones comme partenaires à part entière dès le départ.*

**M. B. Mario Pinto, vice-président (Recherche et affaires internationales) de l'Université du Manitoba**

*Le Dr Mario a fait valoir que tout projet d'agrandissement du port de Churchill doit être mené en trouvant un équilibre délicat entre les possibilités économiques, le partenariat avec les Autochtones et la protection de l'environnement. Il a présenté le changement climatique à la fois comme la raison d'être de cette opportunité et comme le risque central qu'il faut gérer, soulignant que le réchauffement de l'Arctique prolonge les saisons de navigation et confère à Churchill une importance géopolitique accrue pour l'accès à l'Asie, à l'Europe et aux Amériques. Parallèlement, il a souligné que ce projet ne peut être considéré simplement comme un projet commercial ou de défense : il doit s'ancrer dans la sécurité humaine des communautés nordiques, notamment par l'amélioration des communications, des soins de santé, des transports, de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, ainsi que par la préservation culturelle. Tout au long de son intervention, il a insisté sur le fait que ce travail a été élaboré conjointement avec des partenaires autochtones, en particulier par l'intermédiaire de l'Arctic Gateway Group, et que les communautés autochtones ne sont pas des parties prenantes passives, mais les principaux moteurs de ce programme.*

*Il a ensuite décrit les travaux de recherche et d'infrastructure déjà en cours pour rendre cela possible de manière responsable. Cela comprend la surveillance marine par*

*l'intermédiaire de l'Observatoire marin de Churchill, des études sur le bruit des navires et ses effets sur les populations de bélugas, des recherches sur la migration des caribous, la modélisation numérique pour la conception de nouvelles voies ferrées à mesure que le pergélisol fond, la cartographie des minéraux essentiels, la mise en place de systèmes de communication pour assurer la sécurité sur la banquise en évolution, ainsi que l'élaboration d'un modèle de soins de santé plus robuste pour les communautés nordiques. Il a également replacé Churchill dans le contexte d'une transformation beaucoup plus large de l'Arctique, en établissant des liens avec le Groenland, le Nunavut, le passage du Nord-Ouest, les nouvelles routes nordiques, la planification militaire et de recherche et sauvetage, ainsi que l'intérêt international croissant pour la navigation et la souveraineté dans l'Arctique. Son message général était que le Nord entre dans une période de changements majeurs, et que le Canada doit aller de l'avant en s'appuyant sur une science solide, une collaboration étroite avec les Autochtones et une planification à long terme s'il espère développer Churchill sans nuire aux écosystèmes, aux communautés et à la vie culturelle qui font toute l'importance de la région.*

**Professeur Ranjan Dutta, titulaire de la Chaire de recherche du Canada (niveau II) en recherche sur les catastrophes communautaires, Université Mount Royal – discours d'ouverture**

*Le Dr Ranjan a fait valoir que l'instabilité climatique dans l'Arctique doit être comprise à travers une science axée sur le territoire et dirigée par les communautés, et non pas uniquement par le biais de solutions techniques venues de l'extérieur. S'appuyant sur plusieurs années de travail à Inuvik et à Tuktoyaktuk auprès de communautés autochtones, noires et d'autres communautés racialisées, il a décrit comment le réchauffement rapide perturbe déjà la vie quotidienne : températures élevées prolongées, modification des habitudes migratoires des caribous, intensification de l'activité des castors et de la construction de barrages, augmentation du nombre d'insectes, pressions sur la santé et aggravation de l'insécurité alimentaire. Il a souligné que ces changements endommagent également les habitations et les infrastructures construites sur des sols instables, tout en générant un stress psychologique croissant chez les jeunes. Son argument central était que ces problèmes sont interdépendants et ne peuvent être traités adéquatement que si les communautés locales participent directement à la définition tant du problème que de la solution.*

*Il a ensuite avancé un argument conceptuel plus fort : les savoirs autochtones liés au territoire devraient être considérés comme une science et placés au cœur de l'action climatique, la science occidentale servant d'outil plutôt que de cadre organisateur. Il a critiqué les approches fondées sur « un modèle unique pour tous » et a déclaré que les communautés autochtones, noires, immigrantes et autres communautés racialisées sont encore trop souvent exclues de la prise de décision, même si elles vivent dans la région depuis des décennies. À l'aide d'exemples tels que les camps linguistiques, les randonnées sur le territoire guidées par des aînés, la cartographie communautaire et les séances universitaires animées par des aînés et des gardiens du savoir, il a montré comment la co-crédation devrait fonctionner dans la pratique. Il a conclu que la sécurité*

*dans l'Arctique doit être relationnelle et fondée sur la responsabilité : protéger le Nord exige de protéger le territoire, de respecter l'autodétermination des communautés et d'élaborer des solutions en partant des savoirs locaux.*

**Marisol Maddox, professeure auxiliaire et chercheuse principale sur l'Arctique  
Dartmouth / Dickey Center, États-Unis**

*La conférencière a commencé par souligner qu'au niveau militaire opérationnel, la coopération canado-américaine demeure solide et profondément concrète, notamment par l'intermédiaire du NORAD, qu'elle a décrit comme le seul commandement militaire binational au monde. Elle a noté qu'il existe aux États-Unis un large consensus bipartisan sur le fait que l'Arctique ne peut plus être ignoré, la Garde côtière américaine constituant la principale présence américaine en surface dans l'Arctique et l'Aviation royale américaine détenant la plus grande empreinte d'investissement dans la région. Parallèlement, elle a souligné que le grand public américain n'a qu'une connaissance limitée du rôle du Canada dans la défense continentale, et que la coopération en matière de sécurité dans l'Arctique et sur le continent est souvent sous-estimée, car une dissuasion efficace rend les menaces invisibles.*

*Elle a ensuite abordé l'approche de la deuxième administration Trump envers l'Arctique, la décrivant comme beaucoup plus marquée, mais aussi beaucoup plus instable qu'auparavant. Selon elle, l'administration a recadré la question de l'Arctique principalement sous l'angle de la sécurité intérieure et de la domination de l'hémisphère occidentale, en lien avec des concepts tels que le corollaire de Trump à la doctrine Monroe, plutôt que par le biais d'une stratégie arctique cohérente à long terme. Elle a mis en avant les premières déclarations de Trump concernant le Groenland et le Canada, le recours aux droits de douane et à la pression économique comme outils de coercition, le démantèlement du Bureau de la résilience arctique et mondiale du Pentagone, ainsi que l'absence d'un défenseur clair de la politique arctique au sein du gouvernement américain. Selon elle, cela a créé un environnement chaotique dans lequel les organismes réagissent souvent aux déclarations présidentielles ou aux publications sur les médias sociaux plutôt que de suivre une stratégie clairement définie.*

*Sa conclusion principale était que ce contexte rend la force, l'unité et le renforcement des capacités essentiels pour le Canada, le Groenland et les autres partenaires de l'Arctique. Elle a fait valoir que l'administration américaine actuelle ne tolère ni l'hésitation ni la faiblesse, et que les autres États de l'Arctique doivent donc adopter une position ferme sur des questions telles que les droits des Autochtones, le consentement libre, préalable et éclairé, et les changements climatiques, même lorsque celles-ci ne constituent pas des priorités à Washington. Au cours de la période de discussion, elle a reconnu que la confiance envers les États-Unis en tant qu'allié avait été profondément ébranlée, mais elle a également soutenu que les États-Unis demeurent un allié dont le rôle militaire et de dissuasion reste important. Son message général était que l'alliance est mise à rude épreuve, mais qu'une coopération prudente, des limites fermes et une*

*coordination renforcée entre les partenaires de l'Arctique constituent la seule voie réaliste à suivre.*

**Norma Kassi, ancienne chef de la Première Nation Vuntut Gwitchin, détentrice de savoirs autochtones, Université du Yukon**

*Norma a ancré ses propos dans son expérience vécue à Old Crow, au Yukon, où elle a grandi au milieu des lacs, des oiseaux, des caribous, des rats musqués et des castors, et où la survie dépendait d'une connaissance intime de l'environnement. Elle a décrit cette relation non pas comme une culture abstraite, mais comme un mode de vie profondément ancré dans le corps, où les gens parlent aux arbres, aux animaux et à la terre elle-même. C'est pourquoi, selon elle, le changement environnemental n'est pas uniquement une question technique. Il s'agit d'une rupture au niveau de l'identité, de la continuité et de la survie. Elle a illustré ce point en évoquant l'assèchement d'un grand lac dans les plaines d'Old Crow en 2007, qu'elle a décrit comme l'un des premiers signes visibles d'une profonde perturbation écologique déjà en cours dans sa terre natale.*

*Elle a ensuite établi un lien entre ce changement environnemental et une longue histoire de résistance politique autochtone, notamment autour de la protection de la réserve faunique nationale de l'Arctique et du troupeau de caribous de Porcupine. Elle a rappelé comment les dirigeants et les aînés Gwich'in s'étaient rassemblés à Arctic Village après que l'administration Reagan eut décidé d'ouvrir la réserve à l'exploitation pétrolière et gazière, et comment la stratégie qui en avait émergé ne trouvait pas ses racines dans des programmes environnementaux extérieurs, mais dans le droit, la langue et la responsabilité des Gwich'in envers les caribous. Selon elle, les débats actuels sur la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique ne peuvent être dissociés de cette histoire : pour son peuple, défendre l'Arctique signifie défendre les systèmes alimentaires, l'eau, la terre, ainsi que les liens culturels et spirituels qui les soutiennent depuis des générations.*

*Son message politique central était que les peuples autochtones doivent prendre en main la sécurité de l'Arctique par le biais de la garde du territoire, de l'éducation axée sur le territoire et de la formation des jeunes. Elle a souligné la croissance des zones protégées et conservées par les Autochtones ainsi que le mouvement des gardiens du territoire à travers le Canada, faisant valoir que le Nord a besoin de beaucoup plus de jeunes Autochtones formés, bénéficiant d'une reconnaissance officielle, d'une rémunération adéquate et de l'autorité nécessaire pour protéger leurs terres ancestrales. Elle a également critiqué les acteurs militaires et étatiques qui pénètrent dans les territoires du Nord sans collaboration adéquate, en citant un exemple tiré de sa communauté pour montrer que les institutions extérieures manquent encore trop souvent de respect envers les savoirs locaux. Sa conclusion était claire : la sécurité de l'Arctique ne peut être imposée de l'extérieur. Elle doit être construite avec les peuples autochtones, sur les terres autochtones, grâce au leadership autochtone et à une formation communautaire.*

### **3. Conclusions stratégiques**

L'atelier a donné lieu à vingt-cinq thèmes regroupés. Ceux-ci sont organisés ci-dessous en sept groupes qui reflètent la structure naturelle de la discussion. Chaque thème comprend une brève analyse et une conclusion tirée des échanges de l'atelier.

#### **3.1 Climat, environnement et gérance écologique**

##### **Le changement climatique en tant que condition systémique globale**

Tout au long de l'atelier, le changement climatique n'a jamais été traité comme un dossier environnemental distinct, rangé dans un dossier à part. Il était présent partout — dans les discussions sur l'alimentation, les déplacements, les interventions d'urgence, la santé, les infrastructures, la faune et la planification de la défense. Les participants ont décrit les perturbations climatiques comme une réalité vécue au quotidien dans les communautés nordiques et autochtones, même si elles restent abstraites dans les capitales nationales et les salles de réunion du Sud.

La conclusion est claire : la politique arctique ne peut se permettre de confiner le climat à un dossier environnemental. Il s'agit d'un enjeu transversal qui redéfinit tous les autres domaines politiques. Un plan de sécurité alimentaire qui ne tient pas compte de l'évolution des migrations du caribou n'est pas un plan. Une posture de défense qui ne tient pas compte de la fonte du pergélisol sous ses pistes d'atterrissage n'est pas une posture. C'est un vœu pieux.

***« Le changement climatique est une nouvelle forme de guerre. »***

##### **La protection de la terre, des animaux et de l'eau comme éthique centrale de la sécurité**

L'un des fils conducteurs les plus marquants de la discussion n'était pas technique, mais moral. Les participants sont revenus à maintes reprises sur la terre, les animaux et l'eau comme points de référence légitimes en matière de sécurité. Cela éloigne le débat sur l'Arctique d'un modèle purement axé sur l'équipement pour l'orienter vers la gérance, la bienveillance, la retenue et l'interdépendance.

La politique de sécurité dans l'Arctique gagne en légitimité lorsqu'elle s'ancre dans la protection écologique et la gestion communautaire. Une installation militaire qui contamine la nappe phréatique qu'elle est censée défendre n'est pas seulement ironique — elle va à l'encontre de son objectif.

***« Protégez la terre et les animaux. »***

##### **Systèmes alimentaires, mobilité et savoirs saisonniers mis à rude épreuve**

Les séances consacrées au climat ont apporté une profondeur concrète et ancrée sur le terrain à la discussion plus large sur les systèmes. Les changements dans les habitudes de l'original et du caribou, les maladies animales, le brouillard et les risques liés aux déplacements, les perturbations de l'accès saisonnier, les récoltes infructueuses et l'érosion des savoirs liés à la terre ne sont pas des préoccupations périphériques pour les moyens de subsistance. Ils touchent à l'identité, à la santé, à la transmission intergénérationnelle et à ce que signifie rester sur la terre. Lorsqu'une jeune chasseuse ne peut pas apprendre les sentiers que sa grand-mère connaissait, c'est bien plus qu'une simple liste d'épicerie qui est en jeu.

**« C'est notre nourriture. »**

### **La prévention est insuffisante; les interventions arrivent toujours trop tard**

La gestion des feux, les brûlages culturels, la formation, la préparation locale et le renforcement précoce des capacités ont tous été décrits comme négligés par rapport à la mobilisation visible qui survient une fois que la crise a déjà pris de l'ampleur. Le Canada consacre des sommes considérables aux interventions réactives — évacuations, déploiements militaires, refuges d'urgence — tout en sous-investissant systématiquement dans le travail en amont qui rendrait ces interventions moins nécessaires. Ce schéma s'applique non seulement aux feux de forêt, mais aussi à l'adaptation au changement climatique, à la préparation des collectivités et à la santé publique de manière plus générale.

**« Il faut s'entraîner avant l'urgence. »**

## **3.2 Souveraineté, autodétermination et capacité vécue**

### **La souveraineté en tant que capacité vécue**

Les notes ont montré à maintes reprises que la souveraineté ne se résume pas à la juridiction, aux cartes, aux frontières ou aux patrouilles. Elle concerne également la capacité des communautés à bien vivre, à exercer leur autorité, à entretenir des liens avec le territoire, à préserver leurs savoirs et à façonner les modalités du développement qui les entoure. Dans ce cadre, la souveraineté relève moins d'une possession symbolique que de la question de savoir si les personnes sur le terrain disposent des outils, de la voix et des conditions nécessaires pour mener leur propre vie.

Un cadre crédible de souveraineté dans l'Arctique doit inclure la viabilité des communautés, l'autodétermination des Autochtones et les conditions sociales qui rendent la vie dans le Nord durable. On ne peut revendiquer une région dans laquelle on n'a pas investi. On ne peut affirmer sa souveraineté sur une population que l'on n'a pas écoutée.

« La **souveraineté, ici, signifie l'autodétermination.** »

### **Le savoir autochtone en tant que savoir opérationnel**

L'atelier a fermement rejeté l'idée selon laquelle le savoir autochtone ne trouverait sa place que dans les hommages cérémoniels, les exposés culturels ou les consultations parallèles. Il a plutôt été décrit comme un savoir pratique et opérationnel en matière de déplacement, de jugement écologique, de sécurité des déplacements, de gestion de la faune, de récolte, de sensibilisation aux situations de crise et de planification à long terme. Le message répété n'était pas simplement que le savoir autochtone mérite le respect — bien qu'il le mérite —, mais que les décisions prises sans lui seront moins judicieuses.

« **Sans les savoirs inuits, il est impossible de prendre des décisions éclairées dans le Nord.** »

### **Les infrastructures, fondement matériel de la souveraineté**

Pistes d'atterrissage, routes, ports, communications, logement, électricité, réseaux de données, corridors de transport et préparation municipale : voilà les fondements matériels de la souveraineté. On ne peut demander aux communautés d'assumer des responsabilités stratégiques nationales tant que les systèmes de base restent fragiles ou inexistants. L'atelier a élargi la définition de l'infrastructure en la reliant à la connectivité, à l'accès aux soins de santé, à la continuité culturelle et à la fiabilité de la vie quotidienne. Une communauté dépourvue d'eau potable n'est pas souveraine au sens propre du terme, peu importe ce qu'indique la carte.

« La **souveraineté dépend de ce qui fonctionne réellement sur le terrain.** »

## **3.3 Défense, sécurité, relations entre les États-Unis et le Canada, et environnement de menaces**

### **Les priorités en matière de défense et celles du Nord ne se recoupent que partiellement**

Les participants ont fait valoir que la défense du Canada et celle de l'Amérique du Nord sont indissociables et doivent continuer d'être assurées en coopération avec les États-Unis, quelles que soient les tensions politiques et économiques actuelles entre Ottawa et Washington. M. Fergusson (modérateur du panel sur la défense) a souligné que les relations canado-américaines en matière de défense ont historiquement fonctionné « sous le radar » et restent largement à l'écart des différends bilatéraux plus larges, alors que les deux pays se sont désormais tournés vers l'Arctique comme une priorité majeure en matière de défense. Dans ce contexte, il a mis en avant une nouvelle vague d'investissements militaires à très grande échelle dans le Nord canadien, notamment la modernisation du Système d'alerte du Nord, des postes d'opérations avancés et les

centres de soutien opérationnel du Nord récemment annoncés, suggérant que cela pourrait représenter le plus important investissement lié à la défense dans l'Arctique depuis des décennies, avec des répercussions majeures pour les collectivités nordiques et pour la coopération canado-américaine au sens large.

Cependant, au cours de l'atelier, un thème récurrent dans les documents présentés est l'écart entre ce pour quoi le système de défense est conçu et ce dont les collectivités nordiques ont le plus urgemment besoin. Les institutions de défense sont axées sur leur mission et concentrées sur les objectifs nationaux. Les collectivités, quant à elles, doivent composer avec le logement, l'alimentation, l'accès à Internet, la toxicomanie, le transport local, le stress lié à l'évacuation et la sécurité au quotidien. L'atelier n'a pas rejeté les priorités de défense, mais il s'est fermement opposé à l'idée qu'elles englobent ou résolvent automatiquement les réalités nordiques. Une station radar ne résout pas une crise du logement.

***« Une priorité nationale n'est pas automatiquement une priorité nordique. »***

### **L'environnement de menaces dans l'Arctique va au-delà de la guerre**

La discussion a clairement élargi le spectre des menaces au-delà des attaques militaires conventionnelles. Celui-ci inclut désormais l'influence étrangère, les investissements prédateurs, la dégradation de l'environnement, l'information, la pression et la fragilité institutionnelle. Parallèlement, les participants ont insisté sur le fait qu'il subsiste un véritable problème technique et militaire : les lacunes radar, les limites de détection des missiles, la vulnérabilité aérospatiale et la nécessité de moderniser des systèmes qui reposent encore sur des hypothèses datant de la Guerre froide. Ces deux réalités doivent être prises en compte simultanément.

***« La menace va au-delà des missiles, mais le radar doit tout de même fonctionner. »***

### **La frontière entre la défense, la sécurité et la responsabilité civile**

Les participants se sont maintes fois interpellés sur les définitions. Les institutions de défense ont fait valoir que toutes les formes de sécurité ne relevaient pas de leur compétence. D'autres ont insisté sur le fait que les menaces arctiques contemporaines rendaient ces frontières plus difficiles à maintenir. La discussion n'a jamais entièrement résolu cette tension — et peut-être ne devrait-elle pas être résolue de manière trop simpliste. Mais elle a clarifié la nécessité de distinguer la défense, la sécurité au sens large, les interventions d'urgence et la politique sociale, sans prétendre qu'elles sont sans lien entre elles.

***« La défense ne fait pas tout, et tout n'est pas de la défense. »***



## **La gestion des situations d'urgence : une lacune structurelle dans les politiques**

Les forces armées sont devenues l'intervenant par défaut face aux crises nationales dans tout le Nord, car les autres institutions sont souvent faibles, lentes à réagir ou absentes. Pourtant, les participants ont clairement indiqué que ce n'est pas là le rôle idéal des forces armées. Les forces de défense sont efficaces pour atteindre des objectifs immédiats, mais elles sont mal adaptées pour faire face à toutes les situations d'urgence de deuxième et de troisième ordre générées par le climat, la défaillance des infrastructures ou les crises sociales. Le Canada a besoin d'institutions civiles et régionales de gestion des situations d'urgence plus solides afin que les forces armées deviennent un véritable dernier recours plutôt qu'un substitut récurrent.

**« L'armée devrait être le dernier recours. »**

## **Le Canada est confronté à un écart entre la stratégie et sa mise en œuvre**

C'est peut-être là la conclusion la plus préoccupante. L'atelier a maintes fois établi une distinction entre l'annonce des plans et leur mise en œuvre. Les participants ont évoqué des retards dans la préparation, une mise en œuvre insuffisante, une mauvaise coordination et des structures de financement qui s'arrêtent aux limites ministérielles plutôt que de suivre les réelles répercussions locales. Le principal défi en matière de politiques n'est pas l'absence de stratégie. Le Canada ne manque pas de stratégies. Le défi réside dans l'absence de mécanismes de mise en œuvre crédibles qui correspondent aux échéanciers et aux réalités du Nord.

**« Nous sommes déjà en retard. »**

## **La modernisation technique demeure urgente**

Même si l'atelier a élargi la définition de la sécurité, il n'a pas écarté la dimension militaire proprement dite. Les lacunes en matière de radar, les limites de détection des missiles, les vulnérabilités aérospatiales et l'âge du vieillissement des systèmes datant de la guerre froide exigent tous une attention urgente. La modernisation n'est pas facultative. Mais une modernisation menée sans partenariat ni consultation avec les communautés, sans prise en compte des enjeux écologiques et sans avantages locaux ne fera que répéter les vieilles erreurs sous une nouvelle apparence.

## **3.4 Confiance, consultation et politique du processus**

### **La consultation ne suffit plus**

Ce fut l'un des thèmes les plus clairs et les plus percutants. La consultation procédurale — celle où les communautés sont invitées à commenter des décisions qui ont déjà été prises — est largement perçue comme arrivant trop tard, trop superficielle et trop souvent

réduite à un simple exercice de formalité. Les participants ont demandé à maintes reprises ce que signifie réellement la consultation, qui en définit la portée et si les voix des communautés sont prises en compte avant même que les projets ne soient conçus. L'orientation dominante était sans équivoque : vers l'établissement d'un ordre du jour partagé, la coproduction et la participation dès le moment où les besoins et les répercussions sont définis pour la première fois. La majorité des participants ont suggéré d'adopter une définition normalisée de la « consultation » pour tous les types de parties prenantes.

**« La *consultation* ne peut pas se résumer à un simple exercice consistant à cocher des cases. »**

### **La présence par rotation ne favorise pas l'établissement d'une relation de confiance**

Les agents arrivent, commencent à se familiariser avec le contexte, établissent des relations, puis partent juste au moment où la confiance commence à s'instaurer. La rotation suivante repart de zéro. Cela engendre de la lassitude au sein des communautés et donne l'impression que chaque nouvel engagement est un « bouton de réinitialisation » dont personne n'a demandé l'activation. L'atelier a mis en avant l'importance de la continuité, d'une présence permanente lorsque cela est approprié, ainsi que d'une représentation accrue des Inuits et des populations du Nord au sein des institutions qui opèrent dans la région.

**« On ne peut pas établir la confiance par des rotations. »**

### **Confiance, communication et respect des procédures**

La méfiance naît autant au niveau des procédures qu'au niveau politique. Les communautés constatent des ordres du jour flous, des formats de réunion inaccessibles, un suivi incohérent, des consultations symboliques et un manque de respect envers la manière dont le savoir est détenu et partagé. Il ne s'agit pas d'une question de forme. Un processus déficient affaiblit directement la légitimité et, à terme, l'efficacité des politiques. La qualité des processus doit être considérée comme un enjeu stratégique de fond, car la confiance, la légitimité et la coopération à long terme en dépendent.

**« Le processus est plus important que la politique. »**

### **3.5 Conditions sociales, équité et bien-être communautaire**

#### **La détresse sociale est indissociable de la sécurité**

L'exposition des enfants et des jeunes à la drogue, les tensions liées à la santé mentale, l'incarcération, les traumatismes liés à l'évacuation, l'insécurité alimentaire et l'instabilité sociale — ces éléments n'ont pas été traités comme des bruits de fond, mais comme des réalités fondamentales qui déterminent si une initiative en matière de souveraineté ou de défense peut être légitime ou durable. Le message n'était pas que la sécurité n'a pas d'importance. Le message était que la sécurité repose sur des bases instables lorsque les conditions sociales sont ignorées. On ne peut pas construire une forteresse sur des fondations qui s'effritent et la qualifier de solide.

***« Un pays fort a besoin d'une société autonome. »***

#### **La résilience ne doit pas devenir une excuse pour la négligence**

L'atelier a reconnu la profonde résilience des Inuits et des autres communautés autochtones. Mais il a également mis en garde contre la façon dont les gouvernements pourraient interpréter ce terme. Les communautés ne veulent pas que leur résilience soit interprétée à tort comme la preuve qu'elles peuvent supporter une pression sans fin, des interventions tardives ou une réduction des investissements. La résilience est une force. Ce n'est pas un passe-droit permettant à l'État de se dérober.

***« Ne faites pas de notre résilience votre excuse. »***

#### **Vulnérabilité liée au genre et inégale**

La sécurité et le développement ne sont pas socialement neutres. Les femmes, les filles et les personnes de genres divers peuvent être exposées à des risques disproportionnés lorsque de nouvelles infrastructures, de la main-d'œuvre extérieure, des activités militaires ou des interventions mal conçues font leur apparition dans de petites collectivités. C'est l'une des raisons les plus évidentes pour lesquelles l'atelier a insisté sur l'importance des connaissances locales, d'une planification précoce et de mesures de protection définies par la collectivité. Les questions de genre et de vulnérabilité sociale devraient être intégrées dès le départ dans la planification arctique, et non ajoutées par la suite à titre d'exercice de conformité.

***« Protéger les femmes et les filles fait partie intégrante de la protection du Nord. »***

#### **Formation des jeunes et renforcement des capacités locales**

Le renforcement des capacités des jeunes avant l'apparition d'une crise a reçu un appui massif, en particulier chez les jeunes autochtones et ceux du Nord. Les gardes forestiers, les stagiaires locaux, les tuteurs, la préparation civique ancrée dans la culture et les

parcours de type « réserve » ont tous été considérés comme des moyens de renforcer la résilience, la dignité et les capacités à long terme. Le plan annoncé par le gouvernement fédéral visant à faire passer la réserve supplémentaire de 4 400 à 300 000 citoyens-soldats représente une occasion remarquable et urgente. Les participants à l'atelier ont fait valoir que cette expansion doit recruter activement des jeunes autochtones de l'Arctique, en créant de véritables fonds de formation et des parcours de carrière tout en veillant à ce que le vivier de recrues ne soit pas disproportionnellement orienté vers des éléments d'extrême droite. La formation elle-même devrait intégrer des volets antiracisme et de lutte contre la radicalisation. Surtout, la discussion a insisté sur le fait que les jeunes Autochtones ayant un casier judiciaire ou des antécédents d'incarcération ne devraient pas être automatiquement exclus. S'appuyant sur les témoignages poignants partagés au cours de l'atelier concernant des hommes et des femmes autochtones incarcérés, les participants ont présenté l'élargissement de la réserve comme une occasion efficace de réinsertion sociale — une occasion qui redonne de l'estime de soi, offre des carrières enrichissantes et dure toute une vie. La vision était claire : former les jeunes à devenir des guerriers qui prônent la paix et protègent les terres, l'eau et l'air, en s'appuyant sur les valeurs autochtones d'amour, de vérité, d'honnêteté, de sagesse, d'humilité et de courage. Investir dans les jeunes n'est pas de la charité. C'est une stratégie.

**« Former les jeunes à protéger les terres, l'eau et l'air : les Gardiens de la Terre. »**

### **3.6 Investissement, héritage et coopération internationale**

#### **Éviter les modèles coloniaux et d'exploitation**

Une préoccupation récurrente était que les nouveaux investissements dans la défense, les infrastructures ou les ressources risquent facilement de reproduire les anciens modèles de transformation du Nord dictés par des forces extérieures. Les communautés s'inquiètent de la centralisation des décisions alors que les répercussions sont localisées, de la présence militaire qui fait écho aux pratiques colonisatrices, et de l'exploitation des minéraux essentiels ou des activités des entreprises qui se poursuivent sans véritable obligation de rendre des comptes. L'urgence ne doit pas devenir un nouveau mot d'ordre pour une domination d'autrefois.

**« La sécurité ne doit pas devenir un nouveau langage pour l'ancienne exploitation »,**

#### **Prospérité collective et approvisionnement local**

Dans les contextes autochtones, la prospérité est souvent collective plutôt qu'étroitement individuelle. Les nouveaux projets devraient créer des capacités locales, des parcours d'emploi locaux et des retombées locales au lieu d'importer tout de l'extérieur. La même logique transparaissait dans les appels en faveur d'installations polyvalentes, d'emplois

communautaires et d'une participation économique liée à la dignité plutôt qu'à des gestes symboliques. Les modèles d'investissement dans le Nord devraient être évalués en partie selon leur capacité à renforcer les capacités collectives locales plutôt qu'à simplement extraire de la valeur ou à créer des emplois externes temporaires.

« La **prospérité doit être collective.** »

### **Infrastructures héritées et empreinte matérielle**

Ce que les projets militaires ou gouvernementaux laissent derrière eux est tout aussi important que la décision de les construire. L'équipement, les matériaux, les bâtiments, les sites d'entreposage et même les anciennes infrastructures radar peuvent devenir des fardeaux, des repères, des dangers ou des occasions, selon la manière dont les communautés sont impliquées. La planification dans l'Arctique devrait inclure des obligations de reprise, des options de réutilisation, des engagements de nettoyage et des décisions menées par la communauté quant à ce qui reste, ce qui part et ce qui est réutilisé. Le sort des infrastructures après leur utilisation ne devrait jamais être le problème de quelqu'un d'autre, surtout dans le Nord.

« **Ramenez tout avec vous — à moins que la collectivité n'en décide autrement.** »

### **La coopération internationale doit être pragmatique**

L'atelier a fait état de préoccupations concernant la politique américaine, le Groenland, la Russie et l'instabilité géostratégique plus générale, mais il a également évité de céder à la panique. Les participants ont fait la distinction entre la rhétorique politique et les réalités des relations entre les forces armées. Ils ont mis l'accent sur la poursuite des négociations, le dialogue circumpolaire, l'engagement international des Autochtones et la coopération pratique. La stratégie arctique du Canada devrait préserver des canaux de coopération pragmatiques même en période de tensions géopolitiques, en particulier lorsque le dialogue permet de réduire les malentendus et de soutenir les communautés nordiques.

« **Le problème est peut-être d'ordre politique plutôt qu'opérationnel.** »

## **3.7 Valeurs, gouvernance et voie à suivre**

### **Les valeurs doivent guider la planification à long terme**

L'un des thèmes les plus profonds était d'ordre temporel. Les participants ont averti que les décisions prises aujourd'hui façonneront le Nord pendant des décennies, voire un siècle, alors que la planification actuelle reste trop sommaire et trop réactive. La question stratégique ne porte pas seulement sur ce que le Canada construit, mais aussi sur les

valeurs qui organiseront cet avenir. La rapidité sans orientation n'est qu'une confusion coûteuse.

**« *Faites passer les valeurs et les réalités avant la politique.* »**

### **Le modèle le plus solide est relationnel et de coproduction**

Dans leur ensemble, les conclusions de l'atelier orientent vers un modèle relationnel de gouvernance de l'Arctique. Ce modèle valorise la confiance, la coproduction des connaissances, le respect culturel, la continuité, la voix locale, les capacités pratiques, la protection de l'environnement et l'humilité institutionnelle. Les systèmes techniques, les infrastructures et les capacités de défense restent importants, mais ils sont régulièrement jugés insuffisants à eux seuls. L'argument central du document d'orientation est le suivant : la gouvernance de l'Arctique est un projet relationnel dans lequel les capacités doivent être développées avec les communautés plutôt que de leur être imposées.

**« *Les forces armées, le gouvernement et les communautés autochtones devraient être dans le même bateau.* »**

## 4. Tableau thématique consolidé

Le tableau ci-dessous résume les vingt-cinq thèmes, leurs descriptions, leur pertinence politique et la synthèse tirée des discussions menées lors des séminaires.

| Thème                                                              | Description                                                                                                                                                  | Pertinence politique                                                                                 | Idée clé                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Le changement climatique est un phénomène systémique global</b> | Un enjeu transversal qui redéfinit l'alimentation, les déplacements, la santé, les infrastructures, la faune et la défense.                                  | Intégrer la dimension climatique dans tous les domaines de la politique arctique.                    | Le changement climatique est une nouvelle forme de guerre.                            |
| <b>La souveraineté en tant que capacité concrète</b>               | Il ne s'agit pas seulement de compétence — mais aussi de savoir si les communautés peuvent bien vivre, exercer leur autorité et façonner leur développement. | Il faut inclure la viabilité des communautés et l'autodétermination dans les cadres de souveraineté. | Ici, la souveraineté signifie l'autodétermination.                                    |
| <b>La défense et les priorités du Nord se recoupent en partie</b>  | La défense est axée sur les missions; les collectivités ont besoin de logements, de nourriture, de connectivité et de sécurité.                              | Il faut distinguer le chevauchement de la substitution.                                              | Une priorité nationale n'est pas automatiquement une priorité du Nord.                |
| <b>La consultation doit devenir une conception conjointe</b>       | La consultation procédurale intervient trop tard, est trop superficielle et se résume trop souvent à un simple exercice de formalité.                        | Concevoir en misant sur un partenariat précoce et une définition commune des problèmes.              | La consultation ne peut pas se résumer à un simple exercice de formalité.             |
| <b>La présence par rotation sape la confiance</b>                  | Les rotations courtes engendrent de la fatigue et remettent les relations à zéro.                                                                            | Repensez le recrutement, l'affectation et la rétention pour assurer la continuité.                   | On ne peut pas bâtir la confiance sur des rotations.                                  |
| <b>Les connaissances autochtones sont opérationnelles</b>          | Des connaissances pratiques en matière de déplacement, d'écologie, de sécurité, de récolte et de planification.                                              | Considérez-les comme des éléments opérationnels essentiels, et non comme un simple ajout culturel.   | Sans les connaissances inuites, il est impossible de prendre des décisions éclairées. |
| <b>La gérance écologique comme éthique de la sécurité</b>          | La terre, les animaux et l'eau constituent le véritable point de référence en matière de sécurité.                                                           | Ancrer la politique de sécurité dans la protection écologique.                                       | Protéger la terre et les animaux.                                                     |
| <b>Les infrastructures comme fondement de la souveraineté</b>      | Les pistes d'atterrissage, le logement, l'électricité et les communications constituent la base matérielle de la souveraineté.                               | Considérer la politique des infrastructures comme une politique de souveraineté.                     | La souveraineté dépend de ce qui fonctionne réellement sur le terrain.                |

|                                                                                            |                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                     |                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Écart entre la stratégie et sa mise en œuvre</b>                                        | Les plans existent, mais leur mise en œuvre crédible fait défaut.                                                                                                                                          | Mettre en place des mécanismes de mise en œuvre adaptés aux échéanciers du Nord.                                                                                    | Nous sommes déjà en retard.                                                          |
| <b>Contexte de menaces plus large</b>                                                      | Comprend l'influence étrangère, la dégradation de l'environnement, la pression informationnelle et la fragilité institutionnelle.                                                                          | Gardez deux idées à l'esprit : les menaces vont au-delà de la guerre, mais la modernisation est essentielle.                                                        | La menace va au-delà des missiles, mais le radar doit tout de même fonctionner.      |
| <b>Lacunes en matière de gestion des situations d'urgence</b>                              | Les forces armées sont les intervenants par défaut, car les institutions civiles sont faibles.                                                                                                             | Renforcer les capacités civiles et régionales en matière d'urgence.                                                                                                 | L'armée devrait être le dernier recours.                                             |
| <b>La prévention est insuffisante</b>                                                      | La gestion des incendies, la formation et la préparation sont négligées par rapport aux interventions réactives.                                                                                           | Réorienter les ressources en amont vers la prévention.                                                                                                              | Offrir la formation avant que l'urgence ne survienne.                                |
| <b>Les systèmes alimentaires et les connaissances saisonnières sont mis à rude épreuve</b> | Changements dans les habitudes des animaux, maladies, risques liés aux déplacements, perturbations des récoltes.                                                                                           | Considérer la sécurité alimentaire et les savoirs liés à la terre comme des enjeux stratégiques.                                                                    | C'est notre alimentation.                                                            |
| <b>La formation des jeunes est essentielle</b>                                             | Garde-parcs, gardiens, expansion des réserves à 300 000 personnes comme opportunité de recrutement; formation antiraciste; inclusion des personnes ayant un casier judiciaire; réinsertion par le service. | Investir dans la préparation des jeunes en tant que moyen de résilience et de transformation sociale.                                                               | Former les jeunes à protéger les terres, l'eau et l'air : les Gardiens de la Terre.  |
| <b>La détresse sociale façonne la sécurité</b>                                             | La toxicomanie, la santé mentale, l'insécurité alimentaire et les traumatismes sont des réalités fondamentales.                                                                                            | Lier la souveraineté à la guérison, à la prévention et au bien-être.                                                                                                | Un pays fort a besoin d'une société autonome.                                        |
| <b>La résilience n'est pas une excuse</b>                                                  | La force des communautés ne doit pas être interprétée à tort comme une capacité à supporter la négligence.                                                                                                 | Valorisez la résilience sans la substituer à l'investissement.                                                                                                      | Ne faites pas de notre résilience votre excuse.                                      |
| <b>Les schémas coloniaux risquent de se répéter</b>                                        | Les nouveaux investissements peuvent reproduire d'anciens schémas de domination extérieure.                                                                                                                | Il faut examiner les investissements pour s'assurer qu'ils ne favorisent pas la reproduction du colonialisme et qu'ils bénéficient du consentement des communautés. | La sécurité ne doit pas devenir un nouveau prétexte pour l'exploitation d'autrefois. |



|                                                                                 |                                                                                                             |                                                                                                     |                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>La vulnérabilité liée au genre est un enjeu crucial</b>                      | Les femmes, les filles et les personnes de divers genres sont exposées à des risques disproportionnés.      | Intégrer l'analyse de genre dès le début de la planification.                                       | Protéger les femmes et les filles dans le cadre de la protection du Nord.                             |
| <b>Confiance et respect des procédures</b>                                      | La méfiance découle de processus déficients, d'ordres du jour peu clairs et d'un suivi incohérent.          | Considérez la qualité des processus comme une variable stratégique.                                 | Le processus est plus important que la politique.                                                     |
| <b>Les infrastructures existantes nécessitent des décisions communautaires</b>  | Ce que les projets laissent derrière eux peut constituer un fardeau ou une occasion.                        | Prévoyez des obligations de reprise et une réaffectation dirigée par la collectivité.               | Récupérez tout avec vous — à moins que la collectivité n'en décide autrement.                         |
| <b>Les limites de la défense, de la sécurité et de la responsabilité civile</b> | Les définitions restent floues; les limites s'estompent.                                                    | Définissez clairement ce qui relève de la défense, de la sécurité ou de la responsabilité partagée. | La défense ne fait pas tout, et tout n'est pas de la défense.                                         |
| <b>Prospérité collective et approvisionnement local</b>                         | La prospérité est collective; les projets devraient créer des capacités locales.                            | Évaluez les investissements en fonction de leur capacité à renforcer les capacités locales.         | La prospérité doit être collective.                                                                   |
| <b>La coopération internationale doit être pragmatique</b>                      | Se préoccuper de la géopolitique, mais aussi résister à la panique.                                         | Préserver les voies de communication pragmatiques même en période de tension.                       | Le problème est peut-être d'ordre politique plutôt qu'opérationnel.                                   |
| <b>Les valeurs priment sur l'urgence</b>                                        | Les décisions prises aujourd'hui façonneront le Nord pour des décennies; la planification est insuffisante. | Ancrer la planification dans des valeurs explicites, et non dans l'urgence réactive.                | Faire passer les valeurs et les réalités avant la politique.                                          |
| <b>Une gouvernance relationnelle et coproductive</b>                            | Confiance, coproduction, respect culturel, voix locale, souci de l'environnement.                           | Envisager la gouvernance comme relationnelle, et non comme purement technique.                      | Les forces armées, le gouvernement et les communautés autochtones devraient être dans le même bateau. |

## 5. Recommandations

Sur la base des conclusions consolidées de l'atelier de l'ICASUS, les recommandations suivantes sont formulées à l'intention des décideurs fédéraux, provinciaux, territoriaux et autochtones :

### 5.1 Gouvernance et partenariat

- Faire de la conception conjointe le mode par défaut pour l'élaboration des politiques arctiques. La consultation devrait débuter dès l'étape de la définition du problème, et non après l'élaboration des plans.
- Créer des mécanismes permanents et dotés de ressources suffisantes pour assurer l'autorité autochtone dans la gouvernance de l'Arctique — non pas des comités consultatifs, mais des sièges au sein des instances décisionnelles.
- Élaborer des modèles d'affectation et de maintien en poste qui privilégient la continuité du personnel affecté dans le Nord, avec des incitatifs significatifs pour un service à long terme.
- Envisager de recruter des jeunes du Nord en leur offrant des incitatifs supplémentaires : cela réduira les coûts liés à la rotation du personnel et sera réalisable de manière durable.
- Intégrer dès le départ une analyse des questions de genre et de vulnérabilité sociale dans toutes les grandes initiatives politiques concernant l'Arctique.

### 5.2 Défense et sécurité

- Procéder de toute urgence à la modernisation du NORAD et à la mise à niveau des systèmes radar, tout en intégrant le partenariat communautaire et les mesures de protection de l'environnement dans chaque projet.
- Définir clairement les limites entre la défense, la sécurité au sens large, les interventions d'urgence et la politique sociale — et financer chaque domaine en conséquence.
- Investir dans les capacités civiles et régionales de gestion des situations d'urgence afin que les Forces armées canadiennes ne soient sollicitées qu'en dernier recours, et non pas systématiquement par défaut.
- Tirer parti de l'augmentation de la réserve supplémentaire à 300 000 membres pour en faire une occasion de recrutement et de formation pour les jeunes Autochtones de l'Arctique, avec une formation intégrée contre le racisme et la radicalisation, des critères d'admissibilité inclusifs qui n'excluent pas les

personnes ayant un casier judiciaire ou des antécédents d'incarcération, et des parcours de carrière fondés sur la réinsertion, la dignité et les valeurs autochtones.

### **5.3 Climat et environnement**

- Considérer les changements climatiques comme un enjeu transversal dans toutes les politiques relatives à l'Arctique, et non comme un dossier environnemental distinct.
- Réorienter les investissements en amont vers la prévention, la préparation et le renforcement des capacités locales, en particulier en matière de gestion des feux, de brûlage culturel et de préparation des communautés.
- Protéger les systèmes alimentaires, la mobilité saisonnière et la transmission des savoirs liés au territoire en tant que enjeux stratégiques, en mobilisant les Gardiens de la terre.
- Intégrer les obligations de gérance écologique — y compris les engagements en matière de reprise, de nettoyage et de réutilisation — dans tous les projets d'infrastructure du Nord.

### **5.4 Infrastructure et investissement**

- Considérer les investissements dans les infrastructures du Nord à la fois comme une politique de souveraineté, une politique de résilience et une politique sociale.
- Exiger que les investissements majeurs démontrent des retombées locales, un approvisionnement local et un renforcement collectif des capacités, plutôt que de se contenter d'extraire de la valeur.
- Examiner tous les grands projets dans l'Arctique afin de détecter toute reproduction du colonialisme et toute logique d'exploitation, en mettant en place des processus de consentement communautaire significatifs.
- Concevoir, dans la mesure du possible, des installations polyvalentes qui répondent à la fois aux objectifs de défense et aux besoins des communautés.

### **5.5 Engagement international**

- Préserver les canaux pragmatiques de coopération entre les forces armées et de coopération circumpolaire, même en période de tensions géopolitiques.
- Soutenir l'engagement international des Autochtones en tant que dimension légitime et précieuse de la diplomatie arctique du Canada.
- Faire la distinction entre la rhétorique politique et la réalité opérationnelle lors de l'évaluation des menaces dans l'Arctique, et planifier en conséquence.



## 6. Conclusion

L'atelier de l'ICASUS n'a pas abouti à un ensemble de réponses claires et nettes. Cela n'a d'ailleurs jamais été l'objectif. Il a donné lieu à quelque chose de plus précieux : une conversation honnête, à plusieurs voix, multidimensionnelle et souvent inconfortable sur ce qu'exigent réellement la souveraineté, la sécurité et la résilience dans l'Arctique lorsque l'on cesse de parler du Nord à distance et que l'on commence à écouter les gens qui y vivent.

Les vingt-cinq thèmes abordés dans le présent document ne constituent pas une liste de contrôle à cocher d'ici le prochain cycle budgétaire fédéral. Ils forment un argumentaire interrelié. Les changements climatiques redessinent l'Arctique plus rapidement que les politiques ne peuvent y répondre. La souveraineté n'a aucun sens si les communautés qui l'incarnent ne peuvent pas vivre dans de bonnes conditions. La défense est importante, mais elle ne peut se substituer à l'investissement social, à la gestion écologique ou au travail lent et patient nécessaire pour bâtir la confiance. Une consultation qui survient après que les décisions ont été prises n'est pas une consultation — c'est du théâtre.

Le modèle le plus solide qui se dégage de cet atelier est « **relationnel** ». Il insiste sur le fait que la gouvernance de l'Arctique doit reposer sur la confiance, la coproduction, le respect culturel, l'autonomie locale et l'humilité institutionnelle. Il ne rejette pas la technologie, les infrastructures ou les capacités militaires. Il refuse simplement d'admettre que celles-ci suffisent à elles seules.

Le Canada dispose d'une occasion. Elle n'est pas immense, et elle ne restera pas ouverte indéfiniment. Les participants à cet atelier — dirigeants autochtones, aînés, universitaires, officiers militaires, scientifiques et représentants du gouvernement — se sont réunis parce qu'ils estiment que cette occasion reste d'actualité. La question est désormais de savoir si le pays va la saisir ensemble ou s'il va continuer à se tenir de part et d'autre de la vitre.

***Les forces armées, le gouvernement et les communautés autochtones devraient être dans le même bateau.*** Tels ont été les mots de conclusion de l'atelier. Ils devraient également être les nôtres.

| Nom                                    | Rôle / Titre                                                                                                                                  | Affiliation                               |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>L'honorable ministre Mike Moyes</b> | Invité spécial, ministre de l'Environnement et des Changements climatiques                                                                    | Province du Manitoba                      |
| <b>Dr B. Mario Pinto</b>               | Vice-président (Recherche et affaires internationales)                                                                                        | Université du Manitoba                    |
| <b>Dr Ranjan Datta</b>                 | Conférencier principal; titulaire d'une chaire de recherche du Canada (niveau II) en recherche sur les catastrophes communautaires            | Université Mount Royal                    |
| <b>Marisol Maddox</b>                  | Stratégie américaine pour l'Arctique; chercheuse principale sur l'Arctique                                                                    | Dartmouth / Centre Dickey                 |
| <b>Professeur James Fergusson</b>      | Animateur de la séance sur la stratégie américaine pour l'Arctique; directeur du Centre d'études sur la défense et la sécurité                | Université du Manitoba                    |
| <b>Professeur C. Emdad Haque</b>       | Responsable de la séance sur les changements climatiques dans l'Arctique; professeur à l'Institut des ressources naturelles                   | Université du Manitoba                    |
| <b>Prof. Ken Coates</b>                | Responsable de la séance sur la souveraineté dirigée par les Autochtones; professeur émérite et titulaire d'une chaire de recherche du Canada | Université de la Saskatchewan             |
| <b>Dr Alex Crawford</b>                | Changements climatiques dans l'Arctique; professeur adjoint, Environnement et géographie                                                      | Université du Manitoba                    |
| <b>Norma Kassi</b>                     | Souveraineté dirigée par les Autochtones; ancienne chef de la Première Nation Vuntut Gwitchin, détentrice de savoirs autochtones              | Université du Yukon                       |
| <b>Prof. Niigaan Sinclair</b>          | Invité spécial; professeur d'études autochtones                                                                                               | Université du Manitoba                    |
| <b>Colonel Chris Morrison</b>          | Chercheur invité en défense                                                                                                                   | Université du Manitoba / ARC              |
| <b>Dr Rob Huebert</b>                  | Professeur de sciences politiques; chercheur principal, Institut Macdonald-Laurier                                                            | Université de Calgary                     |
| <b>Shari Currie</b>                    | Directrice générale régionale, région des Prairies et du Nord                                                                                 | Transports Canada                         |
| <b>Elikem Tsamenyi</b>                 | Directeur, Affaires intergouvernementales et relations internationales                                                                        | Province du Manitoba                      |
| <b>Darren Swanson</b>                  | Directeur et président                                                                                                                        | Novel Futures Corporation                 |
| <b>Amanda Kilabuk</b>                  | Directrice, Groupe d'action autochtone urbain MMIWG2S+                                                                                        | Groupe d'action autochtone urbain, Ottawa |

|                             |                                                                                                          |                                          |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| <b>Natalija Vojno</b>       | Boursière du programme Rotary pour la paix; experte en politique de l'eau et en consolidation de la paix |                                          |
| <b>Maxine Issiqut Angoo</b> | Directrice générale                                                                                      | Tunngasugit Inc.,<br>Winnipeg (Manitoba) |